

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule carrières
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 07/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS -CROZEL TP

RD 612
34750 Villeneuve-lès-Maguelone

Références : 2023.OM
Code AIOT : 0006605737

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS -CROZEL TP implanté Villeverte Bassin des Antiquailles 30000 Nîmes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS -CROZEL TP
- Villeverte Bassin des Antiquailles 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006605737
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière des antiquailles est une carrière de calcaires autorisée par arrêté préfectoral du 15 décembre 2016 pour une durée de 15 ans. L'objectif à la fin de l'autorisation est de permettre la création d'un bassin écrêteur de crue pour préserver la ville de Nîmes des inondations en cas d'épisode cévenol. L'exploitation est réalisée en coordination avec les travaux de réalisation des cadereaux d'arrivée des eaux pluviales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- thématique sécheresse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les intempéries lors de l'inspection n'ont pas permis d'effectuer une visite terrain du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 2 | Prélèvement et consommation d'eau | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.1 | / | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------------|---|--|-------------------|
| 1 | Prélèvement et consommation d'eau | Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un apport d'eau complémentaire depuis un forage externe est nécessaire au fonctionnement de l'exploitation. Néanmoins cet apport n'est pas défini par l'autorisation, il est demandé un porter à connaissance par l'exploitant portant sur une modification des approvisionnements en eaux pour l'exploitation du site afin de compléter l'arrêté d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement et consommation d'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.1 |
| Thème(s) : Autre, Suivis quantitatif des prélèvements |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'alimentation en eau du site est assurée par un forage dont la réalisation répond aux normes en vigueur. Ce forage alimente : <ul style="list-style-type: none">• les moyens de lutte contre la dispersion des poussières ;• le laveur de roue ;• la réserve en eau pour la lutte contre les incendies ;• les usages sanitaires de la base vie hors alimentation en eau potable des travailleurs. |
| Constats : Il est constaté une utilisation correspondant à la définition donnée à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il est constaté la mise en place d'un registre de relevé des prélèvements d'eaux pour le forage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Prélèvement et consommation d'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.1 |
| Thème(s) : Autre, Suivis quantitatif des prélèvements |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'alimentation en eau du site est assurée par un forage dont la réalisation répond aux normes en vigueur. Ce forage alimente : • les moyens de lutte contre la dispersion des poussières ; • le laveur de roue ; • la réserve en eau pour la lutte contre les incendies ; • les usages sanitaires de la base vie hors alimentation en eau potable des travailleurs. |
| Constats : Il est constaté que suite aux travaux de jonction des bassins, le forage a été mis à l'arrêt en attendant d'être remis en fonction. De fait l'exploitant a dû effectuer des apports d'eau depuis un forage externe par transport terrestre en citerne. L'exploitant indique également qu'en période estivale, le forage peut avoir un faible débit et nécessite la poursuite d'un apport d'eau complémentaire depuis l'extérieur. |
| Informations complémentaires : L'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n° 16-190N du 15 décembre 2016, indique la nécessité d'un forage, mais ne définit pas les mesures d'obligation de suivi quantitatif de ce dernier ni de limite de consommation annuelle. L'étude d'impact « D_ATDX_2012_08_276 NOVEMBRE 2012 » indique une consommation d'eau limitée à 8 000m ³ /an pour ce forage, ce qui nécessite un suivi quantitatif. L'étude documentaire de l'arrêté préfectoral d'autorisation et de l'étude d'impact de la carrière n'ont pas permis de trouver une référence à un apport d'eau depuis l'extérieur. |
| Conclusion : L'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n° 16-190N 15 décembre 2016, doit être complété pour permettre un suivi de l'approvisionnement en eau du site selon les besoins et les différentes sources d'approvisionnement. En l'état, il est proposé à madame la préfère de prescrire à l'exploitant, par le biais d'une lettre de suite préfectorale, la constitution d'un porter à connaissance sur les modifications de l'approvisionnement en eau du site pour son exploitation. Ce porter à connaissance devra permettre, entre autres de : <ul style="list-style-type: none">• rappeler les installations de prélèvement d'eau en place,• définir les compteurs existants,• définir la hiérarchisation d'utilisation des sources selon qu'elle soit principale ou complémentaire,• apporter les prescriptions adaptées encadrant notamment celui d'un apport d'eau externe,• rappeler les quantités d'eaux autorisées sur le site,• définir la mise en place d'un registre sous un format numérique de l'ensemble des approvisionnements en eau pouvant être transmis à l'inspection,• rappeler la réglementation devant être respectée dans le choix d'une source d'eau externe,• définir la mise à disposition de l'inspection, de l'ensemble des informations concernant les approvisionnements notamment la/les sources externes et leur mise à jour,• Tout autre élément utile. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois |

